



Relations entre les banques et leur clientèle « particuliers »

Deux rapports ont été remis à Mme Christine Lagarde, ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, au mois de juillet 2010 :

1 - le rapport sur la tarification des services bancaires établi par MM. Georges Pauget et Emmanuel Constans (8 juillet 2010). Le rapport est disponible sur :

http://www.economie.gouv.fr/services/rap10/100708_rap_Pauget_Constans.pdf

2 - le rapport sur les pratiques des établissements teneurs de comptes vis-à-vis de leurs clients engagés dans une procédure de surendettement rédigé par Mme Marielle Cohen-Branche (20 juillet 2010). Le rapport est disponible sur :

<http://www.economie.gouv.fr/services/rap10/100720rapcohen-branche.pdf>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Communiqué de la BCE

Au cours du premier semestre 2010, un total de 387 000 faux billets en euros ont été retirés de la circulation, soit une baisse de 13 % par rapport au second semestre 2009. Les coupures de 20 euros et de 50 euros représentent près de 85 % du total de billets contrefaits retirés de la circulation et le billet de 100 euros 12 %. Pour mémoire, le nombre de billets authentiques en circulation était en moyenne de 13,2 milliards au premier semestre.

Fichier positif

Le décret n° 2010-827 du 20 juillet 2010 instituant un comité chargé de préfigurer la création d'un registre national des crédits aux particuliers a été publié au Journal Officiel du 22 juillet 2010. Ce comité prévu par la loi portant réforme du crédit à la consommation sera constitué outre son président de seize membres (parlementaires, représentants de la Banque de France, du ministère de l'économie, des établissements de crédit, des associations de consommateurs, des associations familiales, de la Commission nationale de l'informatique et des libertés..). Le secrétariat sera assuré par la direction générale du Trésor.

Départementalisation de Mayotte

Mme Marie-Luce Penchard, ministre chargée de l'Outre-mer, a présenté en Conseil des ministres du 3 août 2010 les projets de loi organique et ordinaire relatifs au Département de Mayotte. Ces textes permettant de rendre effective la départementalisation de Mayotte en 2011 devraient être définitivement adoptés par le Parlement avant la fin de l'année.

Publications

1 – Banque de France : rapport annuel 2009

Le rapport est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/fr/publications/rapport/rapport.htm>

2 – Observatoire de l'épargne réglementée : rapport annuel 2009

Le premier rapport d'activité de l'Observatoire de l'épargne réglementée créé par la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/observatoire/oer-rapport-2009.pdf>

3 – Observatoire de la sécurité des cartes de paiement : rapport annuel 2009

Le rapport d'activité est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

http://www.banque-france.fr/observatoire/rap_act_fr_09.htm

4 – Comparaison des prix entre les DOM et la métropole en 2010

La note INSEE première n° 1304 de juillet 2010 est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=ip1304

Nomination

M. François Pérol, président du directoire du Groupe BPCE, a été nommé président de la Fédération bancaire française (FBF) pour une durée d'un an à compter du 1^{er} septembre 2010, en remplacement de M. Baudoin Prot, administrateur directeur général de BNP Paribas.

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Hausse du montant des incidents de paiement sur effets (IPE¹) en juillet 2010

Au mois de juillet 2010, le montant total des incidents de paiement sur effets de commerce (IPE) s'élève à 1 661 256 €, en hausse de 40,9 % (+482 128 €) sur un an. Si le nombre d'entreprises en situation d'impayé a diminué de 5,7 % sur la période sous revue, les IPE recensés par l'IEDOM se caractérisent par un montant unitaire plus élevé : en moyenne, en juillet 2010, un impayé s'élève à 12 491 €, contre 8 362 € en juillet 2009.

Le secteur de la construction (+700 113 €) est le plus vulnérable. Il précède les activités scientifiques (+29 620 €) et l'information-communication (+18 766 €).

En variation mensuelle, le montant des IPE augmente de 5,6 % tandis que leur nombre baisse de 7 %.

En parallèle, à fin juin 2010, le nombre de personnes morales en interdit bancaire (3 040) augmente de 2,9 % sur un an et demeure stable sur un mois.

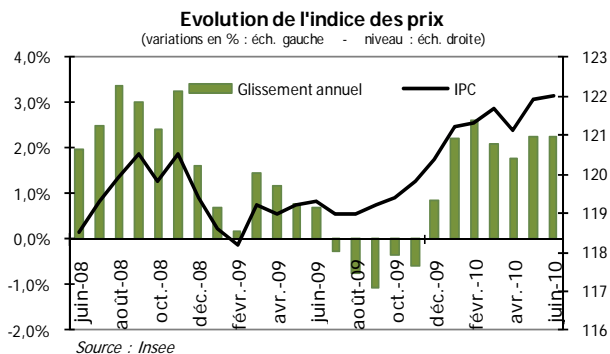
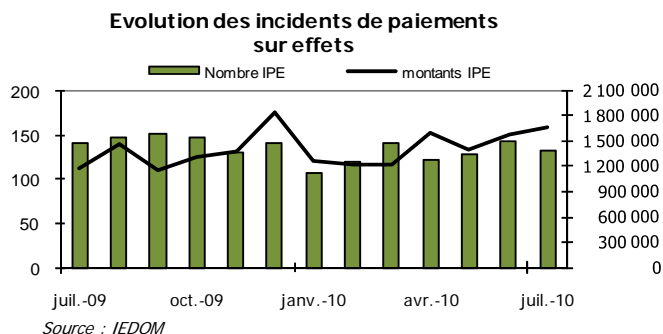
Stabilité des prix au mois de juin 2010...

Au mois de juin 2010, les prix restent stables (+0,0 %), après +0,7 % en mai.

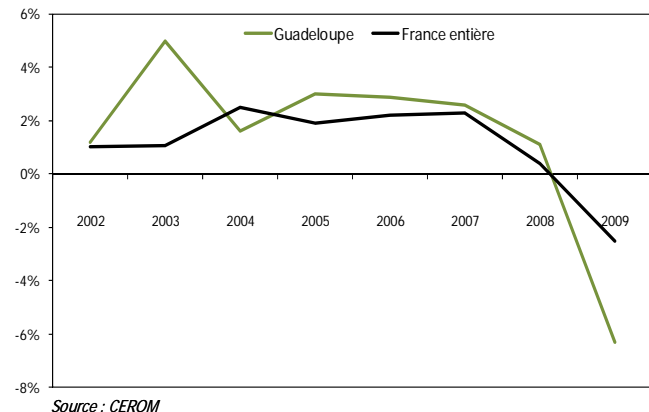
Par rapport à 2009, les prix sont en hausse de 2,2 %, contre 1,5 % en France entière. Cette évolution sur un an résulte de la hausse des prix des produits manufacturés (+2,2 %), de l'alimentation (+2,5 %) et, dans une moindre mesure, de l'énergie (+7,3 %).

...à un niveau globalement plus élevé qu'en métropole.

L'enquête de comparaison spatiale des prix réalisée par l'INSEE en mars 2010, en métropole et dans les quatre DOM, montre qu'en 2010 les prix à la consommation sont plus élevés dans les départements d'outre-mer qu'en France métropolitaine. En prenant comme référence le panier de consommation métropolitain, les prix en Guadeloupe sont en moyenne supérieurs de 14,8 % à ceux de métropole, contre 16,9 % à la Martinique et 19,6 % en Guyane. Après avoir baissé de 1985 à 1992 de 17,3 % à 9,5 %, l'écart de prix est passé de 9,5 % à 15,9 % en Guadeloupe de 1992 à 2010. Ces écarts sont néanmoins plus importants du point de vue d'un ménage métropolitain vivant en outre-mer que de celui d'un ménage ultra-marin qui paierait ses consommations aux prix métropolitains. Les différences de prix sont en grande partie imputables aux produits alimentaires. Avec le panier métropolitain, les écarts de prix des produits alimentaires sont importants, s'étalant de +34 % en Guadeloupe à +49 % en Guyane.



Evolution du PIB en volume



Croissance économique : contreperformance historique en 2009

La crise économique mondiale et le conflit social du début d'année 2009 ont fortement pesé sur la croissance, qui s'était déjà ralentie en 2008 (+1,1 % en volume). En 2009, le produit intérieur brut (PIB) de la Guadeloupe baisserait de 6,3 % en volume, selon les premières estimations réalisées dans le cadre du projet CEROM, soit une baisse historique. A titre de comparaison, le recul dans les économies avancées s'établissait à -3,2 %, -1,8 % dans la zone Amérique Latine - Caraïbes, et -2,6 % en France. Dans le détail, l'investissement chute de 12,2 % et la consommation des ménages se replie de 3,3 %. Les importations régionales se seraient contractées de 22 % et les exportations (hors énergie) de 11 % sur un an.

Au premier semestre 2010, les indicateurs disponibles laissent entrevoir une fragile amélioration de la situation économique.

Hausse du chômage en juin 2010

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 57 720 en Guadeloupe et dans les Îles du Nord à fin juin 2010. Ce nombre est en hausse de 1,1 % par rapport à fin mai 2010. Sur un an, il augmente de 7,2 %. Au niveau de la France entière, ce chiffre augmente de 0,4 % par rapport à fin mai 2010 et de +9,4 % sur un an.

¹ Incidents de paiement sur effets de commerce

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prix des carburants : l'Anact préconise le maintien de la SARA

Le 7 juillet 2010, l'Anact a rendu publiques ses conclusions sur l'approvisionnement en carburants aux Antilles et en Guyane. Parmi les trois scénarios retenus (fourniture depuis Trinidad, depuis l'Europe ou statu quo), le maintien de la SARA a été préconisé ainsi que la création d'un conseil de surveillance et la recherche avec la DGCCRF des mécanismes permettant d'atténuer les retards à l'ajustement des prix du carburant. Après une première hausse le 15 juillet 2010, le Préfet de Guadeloupe a signé un nouvel arrêté le 6 août 2010 relatif aux prix de certains produits pétroliers. A compter du 10 août 2010, les prix maximum de vente à la pompe au consommateur sont fixés à 1,36 euro pour le Super Sans Plomb et à 1,19 euro pour le Gazole.

Visite de Gérard Larcher, président du Sénat, et de Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services

Du 18 au 23 juillet, Gérard Larcher, président du Sénat, a effectué un déplacement à la Martinique, en Guadeloupe, ainsi qu'à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin. Le but de ce déplacement était de faire le point avec les élus sur les préconisations issues de la mission d'information du Sénat sur la situation des départements d'outre-mer et d'évoquer avec eux la loi organique portant sur la nouvelle collectivité unique à la Martinique.

Le 26 juillet, Michel Barnier s'est rendu à la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre pour une réunion avec les principaux services de l'Etat (SGAR, Cellule Europe, DDAF, DDE, DRAM), l'IEDOM et des élus du Conseil général. L'objet de cette réunion était l'évaluation à mi-parcours de l'utilisation des fonds européens.

ACTUALITE REGIONALE

Un plan d'action conjoint en faveur de la croissance des Caraïbes

La Banque de développement des Caraïbes (à hauteur de 300 millions d'USD), la Banque européenne d'investissement (100 millions d'USD), l'Agence néerlandaise de développement (100 millions d'USD), l'International Finance Corporation (IFC), membre du groupe de la Banque mondiale (150 millions d'USD) et Proparco (200 millions d'USD), filiale du groupe de l'Agence française de développement dédiée au financement du secteur privé, se sont engagées à hauteur de 850 MUSD dans un Plan d'action conjoint pour les Caraïbes. Les principaux objectifs visent à favoriser la croissance économique de long terme, aider à surmonter la crise financière, et favoriser un déploiement efficace de l'aide aux efforts de reconstruction engagés à Haïti. Les secteurs les plus concernés par l'aide sont la finance, le tourisme et les infrastructures.

PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Indice des prix à la consommation France	122	0,0 %	2,2 %
		-	-	1,5 %
Chômage (Source : DDTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)	52 390	1,2 %	7,6 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations - (en M€)	80	-	-10,4 %
	Importations - (en M€)	1 015	-	10,7 %
Energie (Source : EDF)	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh	41	4,4 %	14,2 %
	Cumul annuel	237	-	14,8 %

	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE	Données	Var. %	Glissement
Ménages (Source : IEDOM)	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire	22 854	-0,2 %	-2,8 %
	Nombre de retraits de cartes bancaires	581	19,3 %	43,1 %
	Cumul annuel	3 059	-	28,2 %
	Nombre de dossiers de surendettement déposés	43	72,0 %	-12,2 %
Entreprises (Source : IEDOM)	Incidents de paiement sur effet - Montant en milliers €	1 661	5,6 %	40,9 %
	Cumul annuel	9 920	-	-16,0 %
	- Nombre	133	-7,6 %	-5,7 %
	Cumul annuel	892	-	-12,8 %

	LES INDICATEURS SECTORIELS	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers - (entrées + sorties)	131 533	-2,0 %	-1,1 %
	Cumul annuel	908 964	-	11,2 %
Trafic portuaire (Source : Port autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes)	1 411 161	-	7,5 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)	402 325	-	14 %
Immatriculations (Source : Commissariat général au Développement Durable)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	807	-9,6 %	-3,0 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	142	-31,4 %	2,2 %
	Cumul annuel (VPN+VUN)	2 049	-	-6,4 %
Construction (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	19 653	-6,7 %	-18,0 %
	Cumul annuel	140 601	-	7,9 %
Banane (Source : DDCCRF)	Exportations de bananes (tonnes)	3 980	9,6 %	-22,7 %
	Cumul annuel	16 250	-	-40,6 %

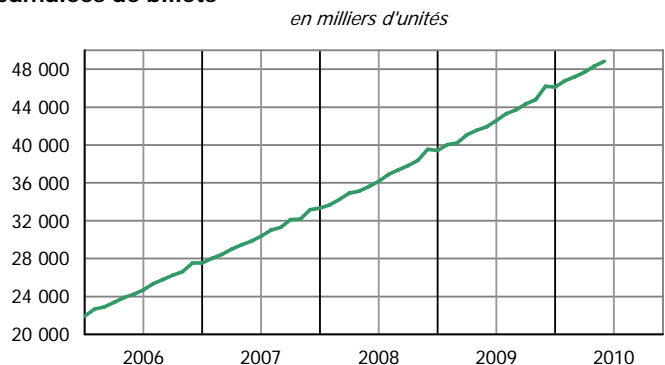
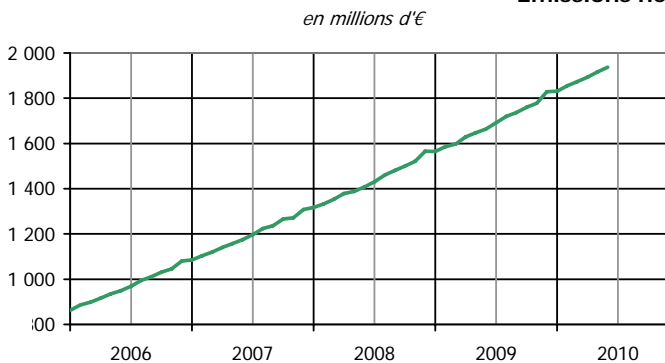
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Circulation fiduciaire

L'IEDOM, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les **billets** qui ont cours dans la zone euro. Au 30 juin 2010, l'agence de la Guyane a délivré en cumul depuis l'introduction de l'euro, 48,8 millions de billets pour une valeur totale de 1 936,5 millions d'€ soit une hausse de 16,4 % sur un an (contre + 18,2 % à fin juin 2009). Les billets de 20 € représentent 48,0 % du total en volume, alors qu'ils ne représentent que 24,2 % du total en valeur. Inversement, les billets de 100 € représentent 38,5 % de la valeur totale mais 15,3 % du volume total.

Agissant pour le compte du Trésor public, l'IEDOM assure également l'émission de **pièces métalliques** en euros. Au 30 juin 2010, l'émission nette cumulée de pièces en euros s'élevait à 47,7 millions d'unités pour une valeur de 7,8 millions d'€ soit une augmentation de 6,9 % sur un an (contre + 9,2 % à fin juin 2010). Les pièces de 1 et 2 centimes dont le taux de retour est très faible représentent 50,4 % du total en volume, alors qu'elles ne représentent que 4,3 % de la valeur. Inversement, les pièces de 2 € qui ne représentent que 3,5 % du volume total représentent 40,4 % de la valeur totale.

Emissions nettes cumulées de billets



Source : IEDOM

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Logement

Le secrétaire d'Etat, chargé du Logement et de l'urbanisme, auprès du ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer, Benoist Apparu, s'est rendu en Guyane les 22, 23 et 24 juillet 2010. Lors de ses visites dans les communes de Matoury, Macouria, Grand Santi et Cayenne (dans les quartiers insalubres de la Matine et du Mont Baduel notamment), le secrétaire d'Etat a pu mesurer la situation du logement social en Guyane. 15 % de la population guyanaise vit dans des logements insalubres dans un département de 230 000 habitants qui suit une croissance démographique annuelle de 4 %. L'objectif de construction fixé par Benoist Apparu s'élève à 3000 logements sociaux par an sur une période de trois ans, mais actuellement seuls 500 à 600 sont réalisés dans le département, alors qu'il estime que « les financements existent pour 1 200 logements ». Il a aussi indiqué que cette pénurie de logements sociaux par rapport au besoin de la population locale résulte à la fois d'un « problème d'organisation du foncier », de « freins administratifs » mais aussi du passif « catastrophique de la SA HLM de Guyane ».

Energie

La SIMKO (Société Immobilière de Kourou), filiale du Centre National d'Etudes Spatiales, a signé un contrat avec le producteur d'énergies et opérateur en crédits carbone « VOLTALIA » portant sur l'équipement de toitures solaires en Guyane pour un total de 1,17 MW de puissance installée. L'ensemble du programme occupera une surface de 8 400 m², répartie sur une dizaine de sites composés principalement de bureaux et de logements. Les modules photovoltaïques produiront ainsi 1 540 000 KWH par an, représentant l'équivalent de la consommation de 1 200 habitants environ. Ce projet sera progressivement mis en œuvre au cours de l'année 2010, en vue d'une finalisation du programme pour la fin de l'année prochaine.

Carburant

Le Conseil régional de la Guyane a voté, le vendredi 30 juillet 2010, en faveur de la baisse de la taxe spéciale de consommation sur le carburant (TSC), orientation préalablement validée par la majorité des maires des villes du département. Faisant suite au rapport de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT), la nouvelle grille des prix entrée en vigueur au début du mois de juillet 2010 a réévalué le tarif de l'essence à 1,42 € et celui du gasoil à 1,22 € (soit une augmentation respective de 9 et 11 cts, à compter du 15 juillet). Une seconde augmentation de 8 cts par litre pour le sans plomb et de 11 cts pour le gasoil était également prévue pour le 15 août 2010. Afin de modérer cette croissance du prix du carburant et ainsi préserver le pouvoir d'achat des consommateurs, les élus ont décidé de diminuer la TSC de 63,96 à 55,96 cts par litre de super et de 41,69 à 31,69 cts par litre de gasoil permettant ainsi de conserver un prix à la pompe de 1,42 € par litre pour l'essence et de 1,23 € par litre pour le gasoil. Par ailleurs, les élus du Conseil régional ont également décidé de relancer la procédure de demande de dérogation aux normes européennes dans le but de permettre un approvisionnement de la Guyane en carburants dans le bassin caraïbéen.

Biocarburant

L'ADEME a initié une étude de faisabilité technico économique relative au développement d'une filière huile carburant en Guyane. Cette étude réalisée par le bureau d'études BG indique que la production d'huile végétale pure (HPV) pourrait être rentable et bien adaptée aux particularités guyanaises. Les enjeux du développement de cette filière présenterait, en effet plusieurs avantages : - un approvisionnement des sites isolés en carburant (notamment pour l'alimentation des groupes électrogènes), et en tourteaux (résidus issus du pressage des graines pour l'obtention de l'huile, destinés à alimenter les animaux) - une réduction de la dépendance énergétique au pétrole en Guyane, en diversifiant les sources d'énergie, - une réduction de la pollution atmosphérique et des émissions de gaz à effet de serre... Selon l'étude, le coût de revient complet s'élèverait à 1,06 € par litre d'huile végétale pure.

Spatial

Arianespace a mis sur orbite de transfert géostationnaire, le 4 août 2010, deux satellites de communication, NILESAT 201 pour l'opérateur égyptien Nilesat et RASCOM-QAF1R pour l'opérateur pan-africain RascomStar-QAF. La performance demandée au lanceur, pour ce troisième vol de l'année, était de 7 085 kg dont 6 250 kg représentant la masse des satellites NILESAT 201 et RASCOM-QAF1R à séparer sur l'orbite visée. Ce 196^{ème} lancement d'Ariane a été effectué depuis l'Ensemble de Lancement Ariane n°3 (ELA 3) à Kourou.

Santé

Dans son dernier rapport du 29 juillet 2010, la cellule interrégionale d'épidémiologie (CIRE) annonce un recul progressif du nombre de cas de dengue biologiquement confirmés depuis le pic épidémique survenu au début du mois de mars 2010. En revanche, depuis le mois de juin 2010, le nombre de cas cliniquement évocateurs n'a cessé d'osciller autour des valeurs maximales attendues : au mois de juillet 2010, le nombre de consultations pour suspicion de dengue en médecine de ville et dans les centres ou postes de santé s'élève à 167. Depuis le début de l'épidémie (à fin décembre 2009), le nombre total de cas cliniquement évocateurs de dengue s'établit à 7 401 pour l'ensemble du département.

ACTUALITES REGIONALES

Suriname

Le Suriname a élu le 19 juillet dès le premier tour, par 36 voix sur 51 à l'Assemblée Nationale son Président de la République Dési BOUTERSE. Agé de 64 ans, ancien chef de l'armée et auteur de deux coups d'Etat. C'est cette fois-ci démocratiquement et avec le soutien de son ancien ennemi durant la guerre civile, Ronny BRUNSWICK, que l'homme fort du Suriname se retrouve aux affaires. Dési BOUTERSE aura su séduire l'électorat, et en particulier la jeunesse, dans une société encore éclatée entre diverses communautés et où le chômage approcherait les 11 % de la population active. Les réactions internationales, notamment françaises et en particulier guyanaises, reconnaissent le verdict d'un peuple souverain, et prônent la voie de la coopération.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Prix à la consommation (avec tabac) – juin 2010 (Indice base 100 : année 1998)	120,7	0,2 %	- 0,1 %
Emploi (Sources : DDTEFP et Pôle emploi)	Demandeurs d'emploi (DEFM A) - à fin juin 2010 Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – A fin mai 2010	15 386 6 521	+ 0,1 % + 0,2 %	+ 9,2 % + 20,3 %
RMI (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - à fin mai 2010 Cumul 2010 des prestations nettes versées	10 400 26,9 M€	- 1 %	- 5,2 % + 2,5 %
Commerce extérieur (Source : Douane)*	Exportations – mai 2010 Cumul 2010	6,4 M€ 63,9 M€	- 0,8 %	+ 4,8 % + 84,9 %
	Importations - mai 2010 Cumul 2010	85 M€ 420 M€	+ 23,4 %	+ 49,6 % + 18,2 %
	Taux de couverture en cumul - à fin mai 2010	15,2 %		+ 5,5 points

LES SECTEURS D'ACTIVITE

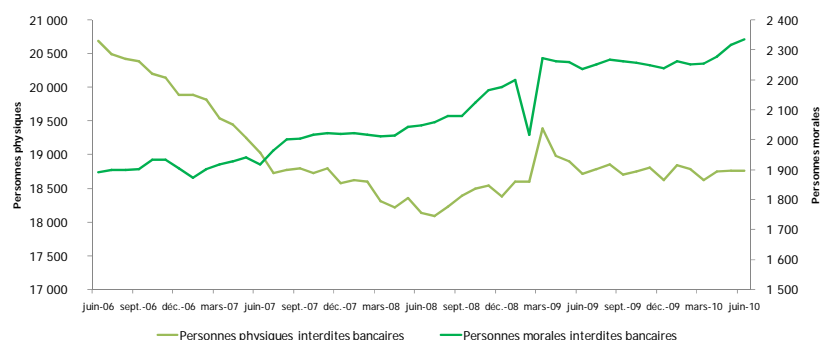
Spatial (Source : Arianespace)	Tirs effectués – à fin juin 2010 Rappel cumul à fin juin 2009	2 tirs Ariane 5 (4 satellites) 2 tirs Ariane 5 (4 satellites)
Riz (Sources : DAF Guyane et Douane)*	Production de riz (1 ^{ère} tranche 2010) Cumul année 2009 (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche) Exportations de riz (cumul à fin mai 2010)	3 724 tonnes (+ 87,4 % sur un an) 9 035 tonnes (- 6,9 % sur un an) 2 248 tonnes (- 33 % sur un an) pour 0,76 M€ (- 49,3 %)
BTP (Source : Ciments Guyanais)	Ventes de ciment – juin 2010 Cumul 2010	6 531 tonnes (+ 2,2 % sur un an) 33 772 tonnes (- 18,6 % sur un an)
Pêche (Sources : IFREMER, DAM et Douane)*	Prises de crevettes (cumul à fin avril 2010) Exportations de crevettes (cumul à fin mai 2010)	396,5 tonnes (- 22,5 % sur un an) 399,8 tonnes (- 29,6 % sur un an)
Or (Source : Douane)*	Exportations d'or (cumul à fin mai 2010)	10,9 M€ (+ 32,2 % sur un an)
Bois (Source : ONF)	Grumes sorties de forêt (cumul à fin juin 2010)	18 189 m ³ (- 44,5 % sur un an)

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Vulnérabilité des agents économiques : nouvelle dégradation à fin juin 2010

Au 30 juin 2010, le nombre de personnes physiques en **interdiction bancaire** s'élève à 18 770. Ce chiffre est stable sur le trimestre (+0,7 %) et sur un an (+0,3 %). Parallèlement, 2 334 entreprises étaient frappées d'interdiction bancaire au deuxième trimestre 2010, soit +4,4 % sur un an (+ 3,5 % sur le trimestre). Le nombre d'incidents de paiement sur chèques (143 724) est également en augmentation sur un an (+1,4 %), mais demeure stable de 0,3 % sur le trimestre. S'agissant du nombre de retraits de cartes bancaires (5 686), la tendance haussière constatée depuis fin 2008 continue de s'aggraver (+ 20,5 % sur un an, après + 23,0 %) et traduit l'accentuation des difficultés de trésorerie des agents martiniquais, à l'issue du mouvement social de février 2009.

Evolution du nombre des interdits bancaires

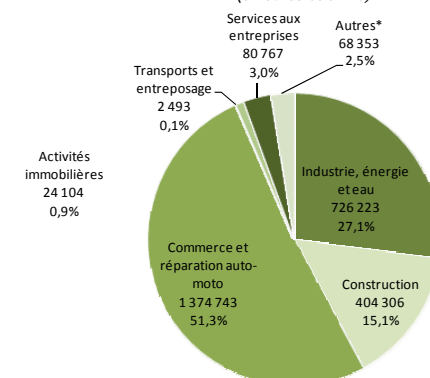


Source : Iedom

Parallèlement, 434 **incidents de paiement sur effets de commerce** (IPE) étaient recensés au second trimestre 2010, contre 474 au 30 juin 2009 (- 8,4 %). Le montant total correspondant suit la même tendance et diminue de 41,8 %. Il s'établit à 2,7 millions d'euros contre 4,5 millions un an plus tôt. La valeur unitaire moyenne des IPE ressort donc à 4 500 euros à fin juin 2010 contre 5 100 euros à l'issue du deuxième trimestre 2009. Sur la période, l'ensemble des secteurs bénéficie de la diminution de la sinistralité.

Répartition des incidents de paiement sur effets par secteur en valeur au 1^{er} trimestre 2010

(en euros et en %)



* "agriculture, sylviculture et pêche", "hébergement et restauration", « santé, action sociale, enseignement », « administration publique ».

Source : Banque de France

ACTUALITE REGIONALE

Visite du président du Sénat

Le Président du Sénat, Gérard Larcher, s'est rendu à la Martinique du 18 au 20 juillet. Cette visite s'inscrit dans le prolongement de la mission Outre-mer du Sénat réalisée en 2009. Après les visites protocolaires, le Président a échangé avec les élus sur la question de la réforme institutionnelle et du projet de loi statutaire prévu par l'article 73 de la Constitution. Le Président a ensuite rencontré les acteurs économiques à la Chambre de Commerce et de l'Industrie, puis a rendu visite au Régiment du Service Militaire Adapté (RSMA) et au Pôle de recherche agro-environnemental de la Martinique.

Augmentation des prix du carburant

Le 13 juillet 2010, s'est tenue une réunion de l'observatoire des prix et des revenus. Le constat d'un décalage entre les prix des carburants et les facteurs économiques sous jacents a donné lieu à l'annonce d'une réévaluation des tarifs des produits pétroliers. Dans l'attente de la mise en place d'une nouvelle formule de fixation des prix en septembre, le super sans plomb a été revalorisé de 13 centimes et le gasoil de 12 centimes depuis le 15 juillet 2010. Cette nouvelle augmentation porte le prix de l'essence sans plomb à 1,33 euro le litre et le prix du gasoil à 1,08 euro par litre. Après ces hausses, le prix du gasoil reste inférieur de 5,3% au prix moyen de vente pratiqué en métropole tandis que celui du super sans plomb affiche un niveau équivalent.

Réunion du Comité de suivi des engagements du conseil Interministériel de l'Outre-mer (CIOM)

Le 3 août 2010, une réunion du comité de suivi du Comité Interministériel de l'Outre-mer s'est déroulée à la préfecture. Au cours de cette rencontre, les participants (chambres consulaires, collectivités locales, organismes socioprofessionnels, membres des Etats Généraux de l'Outre-mer, ...) ont fait le point sur l'état d'avancement des mesures du CIOM et défini une méthode de suivi des engagements.

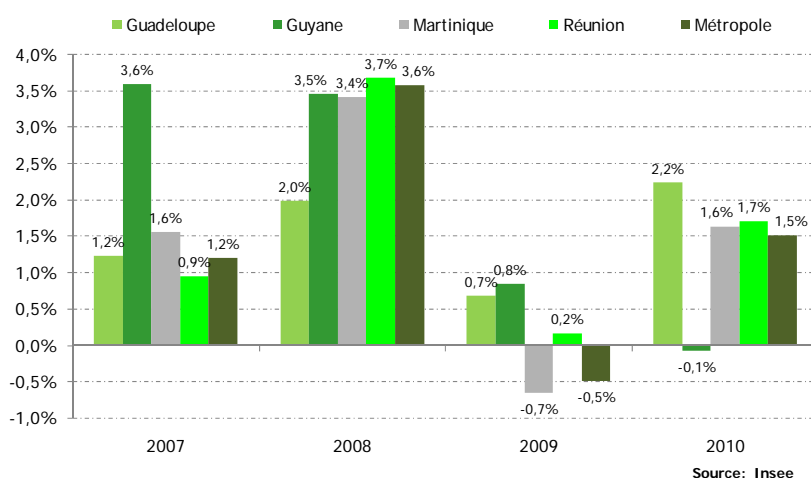
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Inflation : des tensions un peu plus vives sur les prix....

A fin juin 2010, l'indice des prix à la consommation atteint 122,6, en hausse de 1,6 % sur un an. L'inflation poursuit sa progression en raison du renchérissement des prix de l'énergie (+8,5 % sur un an), de l'alimentation (1,5 %) et des services (1,4 %). Ces 2 dernières évolutions sont imputables à la hausse des prix des produits frais (+4,7 % sur un an) et des loyers et services rattachés (+3,2 %). Toutefois, le prix des produits manufacturés se maintient à un niveau identique à celui enregistré en juin 2009.

Au final, l'évolution des prix à la Martinique (+1,6 %) est relativement proche de celle enregistrée en métropole (+1,5 %) et à La Réunion (+1,7 %). En revanche, le taux d'inflation annuel est de +2,2 % en Guadeloupe, et -0,1 % en Guyane.

Taux d'inflation de l'indice des prix à la consommation
Glissement annuel de juin à juin

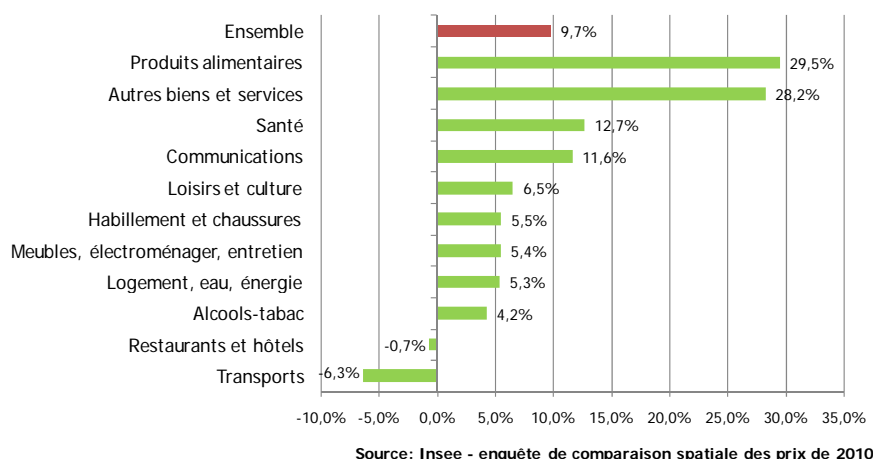


... tandis que l'écart est marqué avec la métropole

Selon l'enquête de comparaison entre les prix des départements d'Outre-mer et la métropole¹ réalisée par l'Insee, les prix pratiqués à la Martinique sont supérieurs de 9,7 % à ceux pratiqués en métropole. Les écarts les plus marqués portent sur les prix des produits alimentaires (+29,5 %) et les prix des autres biens et services (+28,2 %). En revanche, le coût des transports est plus faible à la Martinique (-6,3 %).

L'enquête révèle également que le panier de consommation d'un ménage métropolitain serait surévalué de 16,9 % en moyenne si les achats étaient effectués à la Martinique. En revanche, le panier de consommation d'un ménage martiniquais verrait son coût diminuer de 2,9 % pour des achats réalisés en métropole.

Ecart de prix par grandes fonctions entre la Martinique et la métropole

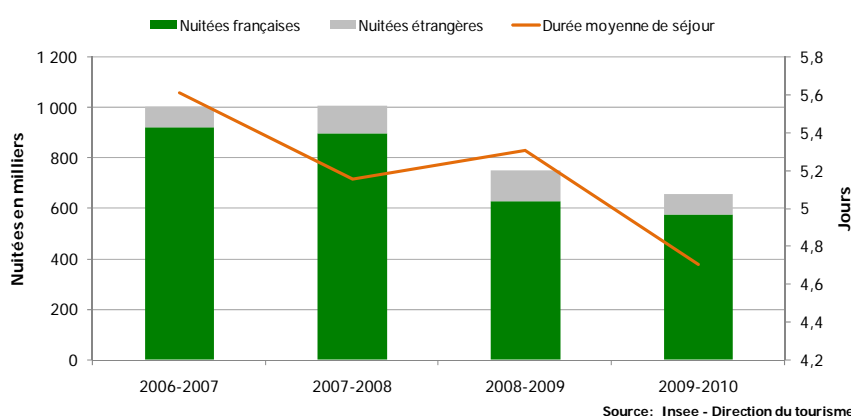


Tourisme : bilan de la haute saison

En données cumulées à fin juin 2010, l'aéroport international Aimé Césaire a accueilli 766 101 passagers, soit une hausse de 4,4 % sur un an. Cette évolution peut être rapprochée des différentes campagnes de promotion réalisées pas les compagnies aériennes mais également de la faiblesse du trafic enregistré au cours de l'année 2009, largement perturbée par le conflit social. Aussi, comparativement au 1^{er} semestre 2008, le trafic aéroportuaire s'inscrit en baisse de 9,0 %.

Dans le secteur de l'hôtellerie, le bilan de la haute saison² montre une poursuite de la dégradation du courant d'affaires. Selon l'enquête de fréquentation de l'hôtellerie de l'Insee, au cours de la haute saison 2009-2010, le taux d'occupation des hôtels s'affiche à 56 % en moyenne, soit une diminution de 3 points par rapport à la haute saison précédente (2008-2009). Parallèlement, en données cumulées de décembre 2009 à mai 2010, le nombre de nuitées se réduit de 12,5 % sur un an et la durée moyenne de séjour baisse de 0,6 jour pour atteindre 4,7 jours.

Evolution du nombre de nuitées en haute saison



¹ Insee Première – Comparaison des prix entre les DOM et la mc

² La haute saison touristique comprend les mois de décembre de l'année n-1 à avril de l'année n.

INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- juin 2010	122,6	+0,1 %	+1,6 %
Chômage (source : DDTEFP)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) Indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556)	- juin 2010 - juin 2010	39 021 23,7 %	+0,4 %	+6,4 % +1,4 point
Allocation Chômage (source : Assedic)	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- juin 2010	13 852	-0,8 %	+5,0 %
RMI (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- juin 2010	28 479	+0,5 %	+4,0 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (en M€) Exportations (en M€) Taux de couverture mensuel:	- mai 2010 - mai 2010	181,1 18,5 10,2 %	-17,1 % -40,9 %	+34,9 % +30,5 % -0,3 point
Grande distribution (source : DRCCRF)	Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990) Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- juin 2010 - juin 2010	249 233,7	-6,5 %	-9,9 % +18,1 %

LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers	- juin 2010 - cumul annuel	107 259 766 101	-6,4 %	-4,7 % +4,4 %
Trafic Maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- juillet 2010 - cumul annuel	208 56 500	-9,2 % ns	nd +91,1 %
Construction (source : Ciments antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- juin 2010 - cumul annuel	18 311 100 757	+8,6 %	-8,5 % +9,0 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN) Véhicules utilitaires neufs (VUN) Cumul annuel (VPN + VUN)	- juin 2010 - juin 2010 - juin 2010	960 127 5 892	+30,1 % -18,1 % -	-8,6 % -50,6 % -16,7 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication d'une nouvelle note express « Panorama de La Réunion »



L'IEDOM vient de publier une nouvelle note express intitulée « Panorama de La Réunion ». En quatre pages, cette note résume les caractéristiques structurelles et économiques de l'île afin que le lecteur dispose de toute l'information nécessaire à la compréhension des enjeux économiques du département.

Elle se compose tout d'abord d'un repère historique et de l'organisation institutionnelle. La démographie est également décrite à l'aide de multiples indicateurs telles que les taux de natalité, l'espérance de vie ou la densité de population afin d'appréhender la transition démographique de l'île.

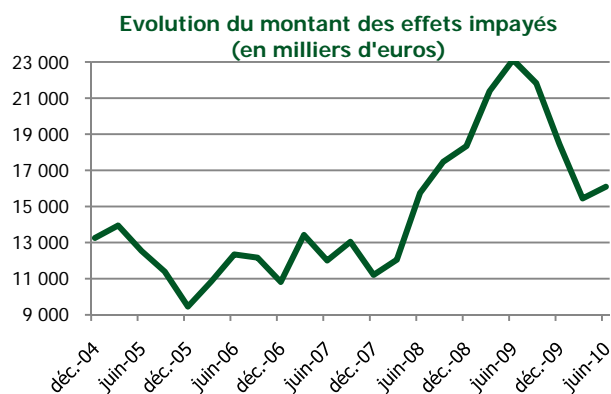
Par ailleurs, cette note comprend un panorama de l'économie de La Réunion. Elle retrace, d'une part, l'évolution de l'inflation, du commerce extérieur et du marché de l'emploi en 2009 et, d'autre part, elle fournit les données de cadrage macroéconomique telles que le PIB par habitant, le taux de dépendance aux importations, les dépenses des collectivités, etc.

Enfin, elle inclut une analyse des secteurs clés de l'île tels que l'industrie sucrière, le BTP et le secteur du tourisme ; ainsi qu'une observation de l'activité bancaire en 2009.

Une légère reprise des effets impayés au deuxième trimestre 2010

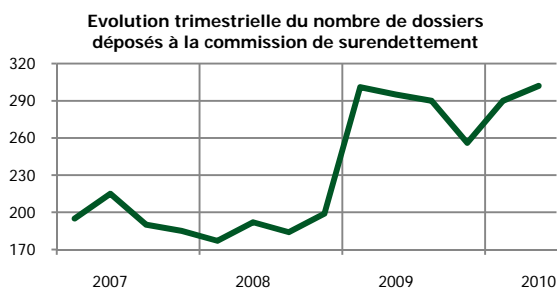
Au deuxième trimestre 2010, la trésorerie des entreprises a semblé connaître certaines tensions. En effet, le nombre d'effets de commerce impayés a progressé de 10,9 % par rapport au trimestre précédent. Le montant d'impayés s'est accru également mais avec une intensité moins prononcée (+4,2 %).

En 2009, le nombre d'impayés s'est accru de 33,3 % sur l'ensemble de l'année par rapport à 2008. En effet, la baisse observée sur la deuxième moitié de l'année (-9,5 % entre le premier et deuxième semestre 2009) n'a pas compensé l'explosion du montant d'impayés observée au premier semestre : +60,1 % en glissement annuel.



source: Iedom

Surendettement



Source: Iedom

Au deuxième trimestre 2010, 302 dossiers ont été déposés devant la commission de surendettement, soit une progression de 4,1 % par rapport au trimestre précédent et de 2,4 % par rapport au même trimestre en 2009.

Depuis début 2009, le nombre de dossiers a franchi un nouveau palier passant de 188 dossiers en moyenne par trimestre en 2008 à 286 dossiers en 2009 et 296 sur le premier semestre 2010.

BREVES ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (INSEE)	Indice général des prix à la consommation-juin 2010	123,8	+ 0,3 %	+1,7 %
	Métropole et DOM – mai 2010	121,4	-0,0 %	+ 1,5 %
RMI (CAF)	Nombre de bénéficiaires du RMI et RSO – juillet 2010	71 452	+ 1,4 %	- 0,1 %
	Cumul des prestations versées (millions d'€)	230,5		+ 0,5 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations – juin 2010 (en cumul - millions d'€)	1 946	-	-6,6 %
	Exportations – juin 2010 (en cumul - millions d'€)	122	-	-1,9 %
	Taux de couverture	6,3 %	-	+0,3 pt
Chômage DTEFP	Demandeurs d'emploi en fin de mois (catégorie A = cat 1+ cat 2+ cat 3 hors activité réduite) : juin 2010	107 383	+0,7 %	+ 15,5 %

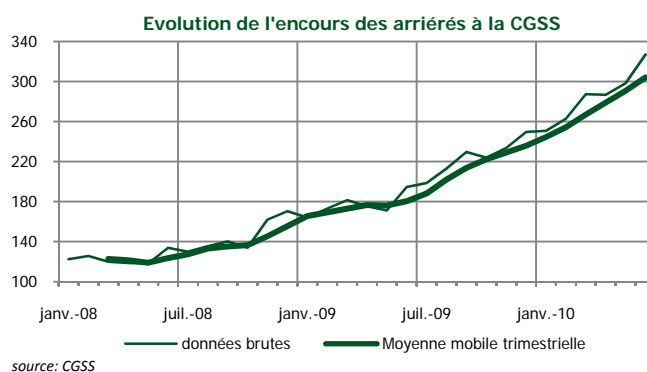
LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic Maritime (DDE)	Trafic de marchandises à Port Réunion (tonnes) mars 2010	280 732	- 13,6 %	- 3,2 %
	Cumul 2010	1 036 887	-	+ 12,0 %
Trafic Aéroportuaire	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds juillet 2010	217 645	+ 62,0 %	+ 5,7 %
	Cumul 2010	1 130 488	-	+ 11,7 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker – (millions d'euros) mai. 2010	3,5	n.s.	n.s.
	Cumul 2010 (millions d'euros)	12,7	-	+ 14,2 %
	Importation de ciment/clinker – (milliers de tonnes) mai. 2010	60,4	n.s.	n.s.
	Cumul 2010 (milliers de tonnes)	183,0	-	+ 34,1 %
	Effectifs salariés du BTP à fin juin 2010	17 365	+ 0,7 %	- 12,8 %

Forte progression des dettes sociales des entreprises

Les entreprises réunionnaises continuent d'éprouver des difficultés de trésorerie, notamment pour régler leur dette sociale. Ainsi, à fin juin, l'encours des arriérés de cotisations sociales à la Caisse générale de sécurité sociale (CGSS) a bondi de 68,1 % sur un an. Entre juin 2008 et juin 2010, l'encours a plus que doublé sur la période (+144 %).

L'accroissement de l'encours provient principalement d'une explosion du nombre d'arriérés : 5 302 dossiers à fin juin 2010, soit une hausse de 56,4 % en glissement annuel (+132 % par rapport à juin 2008). En outre, le montant moyen d'arriérés est également en augmentation de 7,5 % sur un an.



La comparaison spatiale des prix

Selon une étude de l'Insee, en mars 2010, le niveau général des prix à la consommation était globalement plus élevé dans les départements d'outre-mer qu'en France métropolitaine. Il était supérieur de 13,0 % en Guyane, de 9,7 % en Martinique, de 8,3 % en Guadeloupe et de 6,2 % à La Réunion. Ces écarts sont une mesure synthétique des différences de niveaux de prix entre territoires en tenant compte des différences de modes de vie et de consommation qui existent entre territoires.

Les écarts de prix sont plus marqués lorsqu'on retient comme référence le panier de consommation des ménages métropolitains. S'il gardait son mode de vie, le budget de consommation d'un ménage de France métropolitaine augmenterait de 12,4 % à La Réunion. En revanche, un ménage réunionnais qui paierait ses consommations aux prix pratiqués en France métropolitaine ne ferait qu'une économie de 0,4 %.

Les écarts de prix s'expliquent en partie par la cherté des produits alimentaires à La Réunion : avec le panier d'un ménage métropolitain, les prix de l'alimentaire sont plus élevés de 36,6 % dans l'île. Les prix des postes "boissons alcoolisées et tabac" et "communication" contribuent également à ces niveaux de prix plus élevés avec des écarts de, respectivement, 26,3 % et 19,3 % à partir d'un panier métropolitain.

De 1985 à 2010, les écarts de prix ont peu évolué entre territoires, sauf pour La Réunion où l'on observe une baisse de 5,3 points de l'écart sur la base d'un panier de consommation métropolitain.

La fin des timbres fiscaux pour les chèques impayés

Paru au journal officiel du 1er juillet 2010, l'article 36 de la loi n° 2010-737 portant réforme du crédit à la consommation modifie les modalités du code monétaire et financier en abrogeant notamment les articles L.131-75, L.131-76 et L.131-77. Cette modification du code annule l'obligation du paiement en timbres fiscaux pour les chèques impayés. Cette abrogation s'applique à compter de la publication de la présente loi, y compris pour les chèques impayés émis à une date antérieure et n'ayant pas encore fait l'objet d'une régularisation.

Inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) a inscrit les « pitons, cirques et remparts » de l'île de La Réunion sur la liste du patrimoine mondial, au titre des biens naturels, le 1^{er} août 2010. L'île devient le quatrième site français dans cette catégorie, après le golfe de Porto (Corse), le mont Perdu (Pyrénées) et les lagons de Nouvelle-Calédonie. La France possède également 31 autres sites classés au patrimoine mondial de l'Unesco au titre des biens culturels dont la Cité épiscopale d'Albi inscrite également cette année.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes

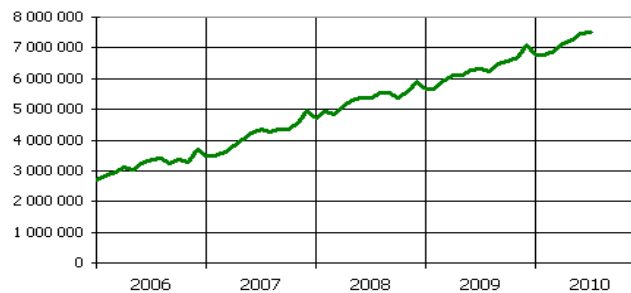
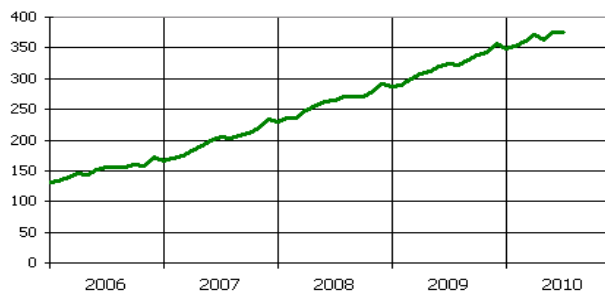
L'évolution des émissions nettes de **billets** en valeur s'inscrit, au 31 juillet, en légère hausse (+0,3 % après +3,1 % le mois précédent) et celles-ci atteignent 376 millions d'euros. Pour leur part, les émissions nettes de billets en nombre poursuivent une tendance analogue, avec +0,6 % après +2,8 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'agence de l'IEDOM de Mayotte atteint désormais 7,5 millions au 31 juillet 2010. La valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île avoisine 50,2 €.

Après avoir culminé à 2,7 millions d'euros en avril 2009, puis sensiblement décri par la suite, les émissions nettes de **monnaie métallique** poursuivent une progression modérée depuis 3 mois (+0,7 % en juillet) et atteignent 2,6 millions d'euros, pour un nombre de coupures en circulation de 20,8 millions d'unités. La répartition des coupures laisse toujours une part prépondérante aux monnaies divisionnaires. Parmi elles, les « pièces rouges » représentent environ 80 % des pièces émises en nombre et 15 % de leur valeur.

Émissions nettes cumulées de billets au 31 juillet 2010

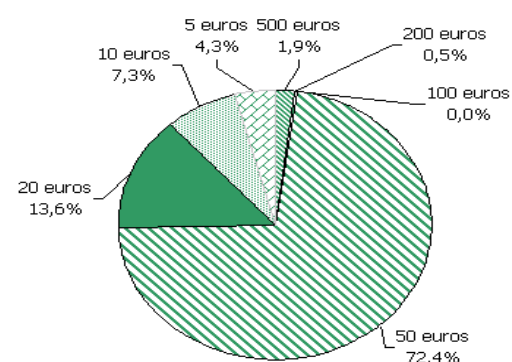
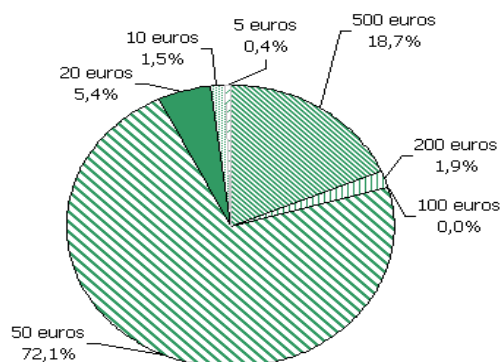
en millions d'Euros

en nombre



Répartition des billets en valeur

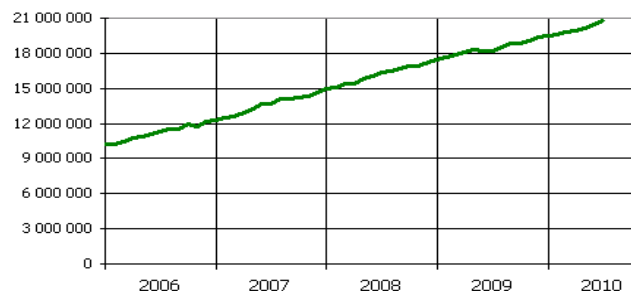
Répartition des billets en volume



Émissions nettes cumulées de pièces au 31 juillet 2010

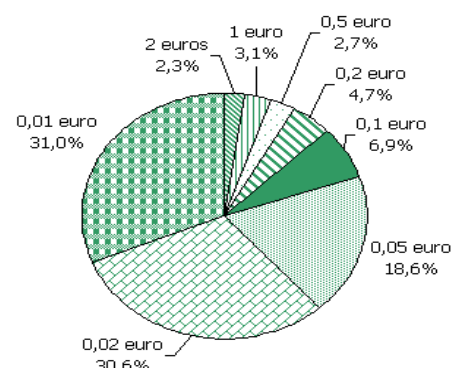
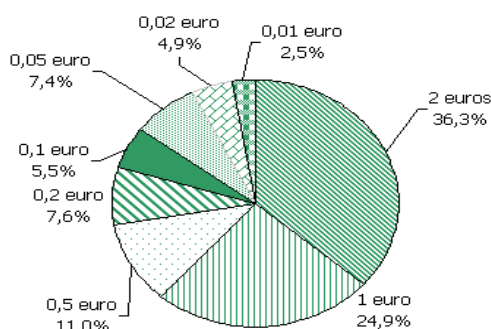
en milliers d'Euros

en nombre



Répartition des pièces en valeur

Répartition des pièces en volume



BRÈVES FINANCIÈRES, ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Visite à Mayotte de la ministre chargée de l'Outre-mer

Mme Marie-Luce Penchard, ministre chargée de l'Outre-mer, s'est rendue à Mayotte du 8 au 10 juillet. Au cours du discours tenu dans l'hémicycle du Conseil général, elle a expliqué certains points des projets de loi relatifs à l'organisation et au fonctionnement du futur département de Mayotte, suite à l'avis défavorable émis par les conseillers généraux. Ces deux textes ont finalement été adoptés le 19 juillet après modifications. Au cours de son séjour, Mme Penchard a notamment visité le GSMA et une exploitation agricole.

Inauguration de la station d'épuration du Baobab

La station d'épuration du Baobab, dans le quartier de Cavani Mamoudzou, a été inaugurée le 9 juillet en présence Mme Marie-Luce Penchard, ministre chargée de l'Outre-mer. Cette construction, financée à 60 % par l'Etat, a coûté un peu plus de 10 millions d'euros. Elle permettra d'augmenter la capacité de raccordement au réseau d'évacuation des eaux usées de 10 000 à 40 000 foyers. Par ailleurs, suite aux assises de l'assainissement tenues les 10 et 11 juin, un schéma directeur de l'assainissement de Mayotte, qui prévoit 18 macro-stations à l'horizon 2030, sera prochainement élaboré. A ce jour, seuls 3 000 foyers mahorais sont reliés au réseau d'évacuation des eaux usées.

Ouverture d'un nouveau bureau de poste à Koungou

Un nouveau bureau de poste a été ouvert au début du mois de juillet à Koungou, deuxième plus grande commune de l'île. L'inauguration a eu lieu en présence du directeur général de l'enseigne de La Poste et du directeur exécutif de La Poste de l'Outre-mer.

Création de la maison des personnes handicapées

Une maison des personnes handicapées (MPH) sera prochainement créée et aura pour mission l'accueil, le suivi et l'éducation des personnes handicapées. Elle sera codirigée par la Préfecture et le Conseil général. Une convention entre ces derniers et le Vice-rectorat détermine les conditions générales de son organisation et de son fonctionnement. Le budget de la MPH est composé de la contribution des différents membres ainsi que le financement pluriannuel de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA). Pour 2010, 300 000 euros ont été attribués à la MPH par le Conseil général.

Nomination d'un chef de projet pour la création d'un institut universitaire à Mayotte

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche a nommé Emmanuel Roux (vice-président de l'université de Nîmes et directeur de l'UFR de droit d'Aix-en-Provence) chef de projet pour la création d'un institut universitaire à Mayotte. Emmanuel Roux a notamment travaillé sur les projets intitulés « le nouveau cadre juridique de Mayotte et les réformes induites par la loi organique du 27 février 2007 » et sur « l'octroi de compétences à la collectivité départementale de Mayotte : alignement ou transfert ».

Organisation de la Commission des ports de l'Outre-mer à Mayotte

La Chambre de commerce et d'industrie de Mayotte a accueilli, du 29 au 30 juillet, la Commission des ports de l'Outre-mer (CPOM). La CPOM est une instance de l'Union des ports de France (UPF), regroupant l'ensemble des établissements gestionnaires des ports maritimes de commerce et de pêche. L'UPF a pour mission d'étudier les questions relatives aux ports, au transport maritime et à la pêche. La Commission se réunit chaque année. A Mayotte, l'ordre du jour a porté sur l'évolution du trafic et la concurrence des ports étrangers, les taux de prélèvement douaniers et les droits de port Outre-mer, l'impact de l'agrandissement du canal de Panama sur les trafics portuaires et l'actualité sur la convention collective nationale unifiée et la pénibilité.

LES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		juin.-10	110,4	1,1%	1,1%
Chômage (source : ANPE)	Nombre d'inscrits à l'ANPE-Pôle Emploi		déc.-09	12 585	25,4%	-
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	juin-10	28 427	8,9%	7,6%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	juin-10	164 259	-	11,6%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	juin-10	1 464	76,0%	127,6%
		cumulées	juin-10	4 284	-	74,1%
	Taux de couverture	mensuels	juin-10	5,15%	1,96 pt	2,71 pt
		cumulés	juin-10	2,61%	0,53 pt	0,94 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroportuaire (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	juin-10	503	-3,5%	52,9%
		cumulés	juin-10	2 621	-	24,6%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	juin-10	23 334	5,4%	25,0%
		cumulés	juin-10	119 739	-	-35,5%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	juin-10	46,4	11,2%	28,1%
		cumulés	juin-10	247,3	-	34,4%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽³⁾ (en tonnes)	mensuelles	juin-10	12 748	12296,9%	25,2%
		cumulées	juin-10	39 402	-	-10,8%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		juin-10	36 123	0,3%	5,9%
	Consommation (en milliers de Kwh)	mensuelles	juin-10	20 394	-3,7%	14,1%
		cumulées	juin-10	120 667	-	9,7%
Automobile (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :					
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels	juil.-10	60	5,3%	-10,4%
		cumulés	juil.-10	475	-	-6,9%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels	juil.-10	12	-40,0%	-14,3%
		cumulés	juil.-10	120	-	31,9%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuels	juin-10	5	81,4%	-52,7%
		cumulés	juin-10	26	-	-41,2%
	- en milliers euros	mensuelles	juin-10	37	74,7%	-50,8%
		cumulées	juin-10	171	-	-40,1%

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Y compris transbordements, mais hors poids des conteneurs

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/10)				
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2009	3,79%	JO du 11/02/09	1,75%	1,75%	2,25%	2,50%	1,25%

* hors prime d'Etat

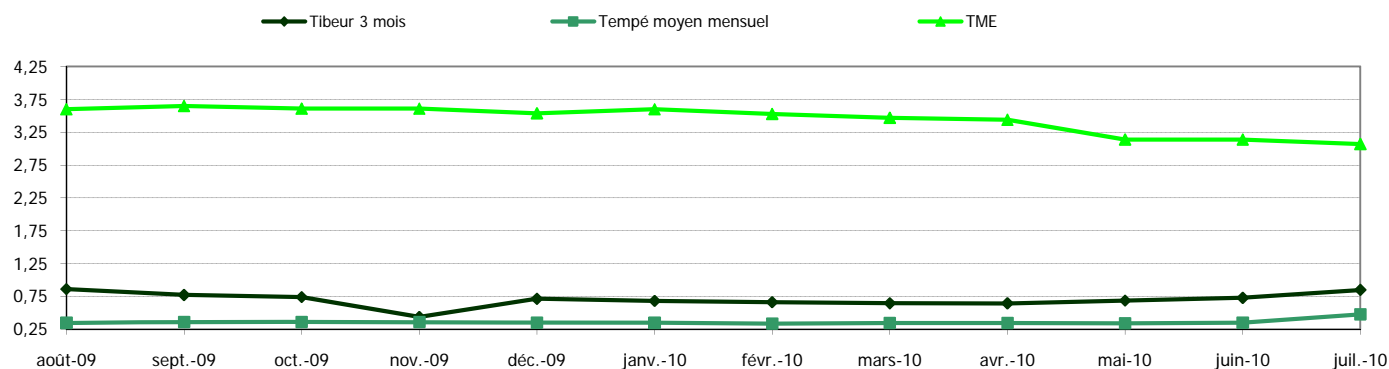
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (juillet 2010)			
Avril	Mai	Juin	Juillet	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3453%	0,3386%	0,3489%	0,4768%	0,5830%	0,8480%	1,1040%	1,3730%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Avril	Mai	Juin	Juillet	Avril	Mai	Juin	Juillet
3,44%	3,14%	3,14%	3,07%	3,64%	3,34%	3,34%	3,27%

Taux de l'usure (applicable à partir du troisième trimestre 2010)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		6,09%			
Prêts à taux variable		5,35%			
Prêts relais		5,96%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,15%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,27%	Découverts en compte (1)		13,39%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		8,61%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

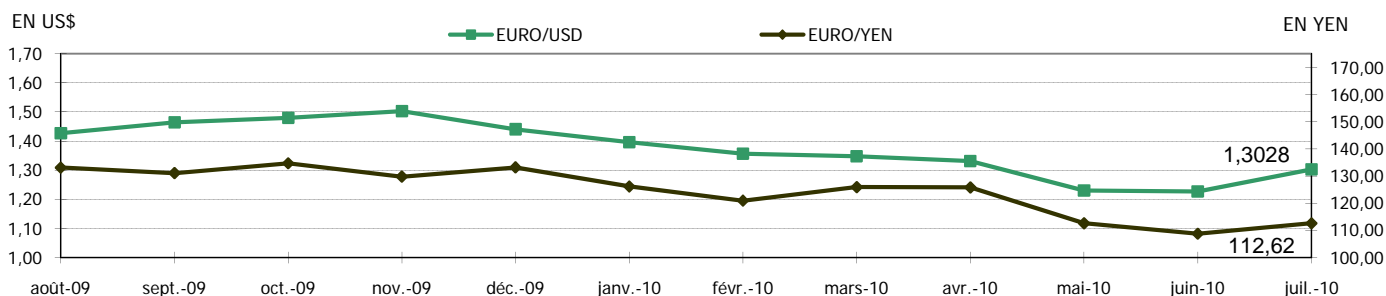
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3028	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,5616	EURO/SRD (Surinam)	3,59150
EURO/JPY (Japon)	112,6200	EURO/BWP (Botswana)	8,90740	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,34200
EURO/CAD (Canada)	1,3454	EURO/SCR (Seychelles)	16,3544	EURO/DOP (Rép. Dom.)	48,2407
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83490	EURO/MUR (Maurice)	40,1722	EURO/BBD (La Barbade)	2,61680
EURO/SGD (Singapour)	1,7733	EURO/BRL (Brésil)	2,2924	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,29520
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,1180	EURO/VEF (Vénézuéla)	nd	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2855,14	EURO/XCD (Dominique)	3,5327	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK